Cahier de doléances du Tiers État de Coume (Moselle)

Plaintes et doléances.

Les habitants de la communauté de Coume se sont assemblés pour prendre connaissance de toute l'étendue des bontés paternelles dont l'auguste roi cherche à combler ses sujets, vont s'efforcer à y répondre par la franchise et la simplicité de leurs doléances, observations et demandes.

En conséquence, ils ont l'honneur de remonter très respectueusement à Sa Majesté que les habitants de la communauté de Coume sont écrasés par les impositions royales, qui se montent à la somme de 2025 livres, tant pour subvention que ponts et chaussées ; de plus 187 livres 18 sols 9 deniers ; de plus une somme de 987 l. 16s. 9 d., vingtièmes ; pour celle des corvées annuelles 350 l. ; pour notre affouage ordinaire 213 l. ; pour gages du chantre et régent d'école 180 l. ; pour des rentes de l'argent emprunté 200 l.

En outre chaque particulier de la dite communauté est chargé de payer annuellement un droit de poule au seigneur domanial du dit lieu, 22 s. 6 d. de Lorraine.

En outre chaque laboureur pour le four banal paye annuellement 43 s. et chaque manœuvre 26 s. au dit seigneur.

De plus, payables annuellement au même seigneur, 20 l. 5 s., le tout argent de Lorraine, qui se payent au marc la livre pour droit de chapons.

De plus aux seigneurs 18 l. de Lorraine, nommées Schaftgeld ; faisant une somme ensemble de 4215 l. 4 s. 8 d.

En outre les propriétaires payent annuellement aux dits seigneurs 97 quartes et demie de blé, 121 quartes d'avoine, y compris un bichet de chacun qui sème sur le dit ban de Coume.

Les remontrants ont l'honneur d'observer à Sa Majesté que le tiers de notre han appartient à des nobles,¹ ecclésiastiques et à d'autres étrangers, qui ne contribuent à aucune décharge des impositions, excepté quelques vingtièmes.

Les habitants supplient Sa Majesté à cet effet d'écouter favorablement leurs très respectueuses demandes ;

1°. Que la province soit mise en pays d'États ;

2°. Qu'il y ait un district dans leur bailliage, qui se trouve avoir une étendue et une population considérables, afin de procurer aux peuples la facilité de traiter de leurs intérêts et sans perdre plusieurs journées, bien précieux pour eux.

3°. Le prix des bois est extrêmement cher, seulement de² plusieurs années, et c'est à cause des grandes consommations qu'il se fait par les forges, verreries et salines, et que les officiers de la maîtrise laissent sur pied de trop anciennes et vieilles écorces, et qu'ils défendent aux communautés d'en laisser de jeunes brèmes, qui seraient très utiles pour la population des forêts.

4°. Les bois sont dévastés dans notre pays à cause que les bêtes vont nuit et jour dans les jeunes taillis, et faute de nonveillance de nos forestiers.

¹ des

² depuis

5°. De plus les remontrants représentent que la maîtrise excède des très grands droits de martelage de notre portion affouagère, à raison de 3 livres 10 sols par arpent, et ils nous défendent de façonner le bois à quatre pieds ; cependant cela cause un dommage considérable, voyant l'impossibilité de pouvoir fendre plusieurs arbres et bois de hâves à six pieds. Cependant il y a quelques-uns qui le façonneront à quatre pieds, pour quoi ³ la maîtrise font des rapports sur la communauté, et ils nous condamnent à de grosses amendes, dommages et intérêts, et même confiscation des bois ; ce que les remontrants trouvent injuste, attendu que c'est leur propre bien. Ils nous défendent au surplus la grasse pâture dans les coupes au dessous de huit ans. C'est, bien au contraire, profitable pour les rejets qui se trouvent enterrés ; comme il est approuvé et permis dans les coupes en France. En outre ils nous rendent responsables de notre coupe en usance, de 50 verges de distance ; ce qui nous occasionne d'année à autre des rapports, condamnations, des amendes, dommages et intérêts considérables, quoique la communauté est innocente et le délit se cause quelquefois par des étrangers circonvoisins. De plus ils nous obligent de faire recevoir les serments des forestiers communaux par eux annuellement ; et, pour éviter ces frais, ils peuvent être sermentés par-devant MM. les curé, maire ou officiers municipaux de chaque lieu.

6°. Les remontrants se plaignent, en outre que les officiers de la maîtrise se sont emparés injustement d'un petit bois contenant 70 arpents ; le dit bois appartenait à la dite communauté par acensement perpétuel de l'année 1602, dont les habitants ont eu une coupe affouagère déjà dans le même dit bois environ 60 ans et en ont eu la jouissance de vaine et grasse pâture, de même les chablis, excepté 5 à 6 ans, et ils payent encore l'acensement aujourd'hui au domaine de Boulay sans diminution d'aucun denier.

7°. La communauté a l'honneur de remontrer très respectueusement que ses habitants demeurent sur un des domaines de Sa Majesté et qu'ils sont sujets à son moulin banal, qui est une charge pour eux aussi onéreuse qu'inhumaine. Les habitants de la communauté de Coume supplient Sa Majesté de vouloir bien les affranchir de la banalité, attendu que dans la moindre stérilité, il n'est capable de moudre dans les 24 heures que 2 à 3 quartes ; qui ne fait pas le tiers des moulants. Cependant à cause de la banalité, les propriétaires ⁴ les laissent à bail à très grand prix ; ce qui occasionne les bailleux⁵ à une infidélité envers les moulants pour cette raison ; pour pouvoir récupérer leur canon et vivre ; ce qui oblige les moulants de se hasarder d'aller moudre dans d'autres moulins ; et souvent ils seront repris, ce qui cause des procès et des grandes sommes, tant dépens que dommages-intérêts.

8°. Les remontrants ont l'honneur d'observer que ⁶ serait le plus grand avantage, que les prés pour les regains soient mis en embannie tous en général, et d'abolir toutes les clôtures, pour éviter beaucoup de procès et frais à ce sujet, et chaque propriétaire faucher ses prés à lui appartenants, tant en l'endroit de sa résidence qu'ailleurs, pour le regain comme pour le haut poil. Les raisons sont que les foins sont souvent inondés par les eaux ou mauvais temps, et que les propriétaires ne profitent rien de leurs propres prés ; et cependant ils sont obligés de payer les impositions du roi ; et ceux qui profitent des regains, ne payent aucune redevance des dits prés au roi ; et par conséquence ⁷ une injustice pour le propriétaire. Pourquoi il est nécessaire que le propriétaire fauche ses prés en regain pour subvenir au secours des fourrages secs, et par ces moyens les bêtes seront nourries dans les écuries, où ils produiront des amendements si nécessaires pour entretenir l'agriculture, au lieu que, si en les fourrage en vert, les dits amendements gâtent les regains ; que par ces raisons dans 8 ou 15 jours tout est consommé et gâté mal à propos. Et le regain sec évitera encore beaucoup de maladies, comme en a les expériences en les fourrageant vert. Et au lieu qu'en 8 ou 15 jours les regains verts sont consommés sans profit, en nourrira ses bestiaux 5 à 6 mois, et par ces moyens en élèvera et nourrira beaucoup plus de bestiaux, d'où la viande et laitage plus communs, et les cuirs à plus juste prix, et beaucoup d'autres grands profits.

9°. La marque de cuir, reconnaissent les remontrants qu'elle est plus dommageable à Sa Majesté que profitable, attendu qu'il en paye lui-même les droits dessus les grandes quantités qui lui sont nécessaires.

10°. Les remontrants se trouvent surpris qu'étant Lorraine, conduisant leurs marchandises en Lorraine et en traversant des terres étrangères enclavées dans la Lorraine, cependant les étrangers n'exigent aucuns droits ; et nous sommes forcés de prendre des acquits, et de payer les droits de même, en prenant tant foins que grains de leur propre crû venant de France en Lorraine, et de Lorraine en Lorraine en traversant la France ; et c'est seulement depuis peu d'années.

³ ceux de

⁴ des moulins

⁵ preneurs

⁶ ce

⁷ c'est

11°. Les remontrants connaissent que, si dans un cas de besoin ils se trouvent obligés de vendre et d'acheter quelques maisons, places ou autres choses nécessaires soit pour maison d'école ou pâtre, en les charge d'un droit d'amortissement et lettres patentes ; ce qu'ils croient qu'ils pourraient être déchargés avec raison d'en être exempts.

12°. Les marques des fera doivent être supprimées.

13°. Que les fermes générales, en quoi elles puissent consister, soient supprimées.

14°. La dite communauté demande que le vide que ces suppressions feraient au trésor et aux besoins de l'État, soit porté dans des proportions égales pour sa quote-part déjà indiquée.

15°. Elle doit également observer que les privilèges exclusifs sont très onéreux aux sujets du roi.

16°. Que les barrières soient reculées sur les frontières, et liberté générale dans le royaume.

17°. Que le sel si précieux aux humains et aux animaux soit un commerce libre dans le royaume ; ce serait la fortune du peuple à cause des élèves des bestiaux et autres profits.

18°. Qu'il soit établi un ordre fixe dans l'administration de la justice avec moins de formes, moins de frais et moins de longueurs.

18°. Qu'il soit ordonné que les juridiciables ne puissent être traduits ailleurs que devant leurs juges naturels.

20°. Que toutes justices ou tribunaux d'exception ou d'attribution soient supprimés et réunis au bailliage.

21°. Que la vénalité des charges de judicature et de police soit également supprimée.

22°. Que ces offices ne soient confiés qu'au mérite et au talent reconnus ; que ceux qui voudront en être pourvus soient obligés d'en faire preuve devant une commission nommée à cet effet dans chaque parlement, dont la réputation des membres serait avérée.

23°. Pour parvenir à ce but salutaire, que les provinces soient chargées du remboursement des dits offices, à proportion de leur extinction ou mutation.

24°. Que les bailliages dont le ressort est assez étendu et la population considérable, soient conservés tels qu'ils sont, afin que les sujets du roi soient plus à portée de leurs affaires et de leurs juges.

25°. Que la forme onéreuse et préjudiciable établie en Lorraine pour les inventaires, soit changée. Que les gens de justice de chaque village etc., assistés, autant que faire se pourra, des curé et notables de chaque lieu, seront obligés de faire les inventaires, à moins que les parties intéressées ne veulent appeler des notaires ou des gens de loi.

26°. Que dans chaque village les maire et gens de justice, curé, ou notables soient tenus, aussitôt le décès, d'apposer les scellés, si le cas le requiert, et, à ce défaut, de faire un inventaire.

27°. Les justices de chaque lieu seront tenues de déposer dans leur greffe une copie en forme de leurs opérations, signée d'eux, et le tout sous une modique rétribution.

28°. Que les huissiers priseurs et autres privilégiés à cet égard soient supprimés, leurs fonctions étant abusives et onéreuses aux peuples.

29°. Que les ordonnances de la police champêtre soient renouvelées, et y joindre un règlement de Sa Majesté qui charge personnellement les préposés de les faire exécuter à peine d'en répondre.

30°. Ils observent que In sûreté publique et l'intérêt des sujets du roi mériteraient qu'il y eût un dépôt, dans chaque commune considérable, d'une pompe à eau et des crochets pour arrêter les progrès des incendies, et qu'il fût ordonné à tous les habitants, dès la première émeute sonnée, de courir au secours sous peine de punition exemplaire, comme le carcan, que la justice du lieu pourrait prononcer sur le témoignage public contre ceux qui contreviendraient à l'ordre établi.

31°. Ils observent également qu'il serait de la plus grande importance qu'il y eût dans chaque bailliage ou chef-lieu un grenier d'abondance, afin de prévenir non seulement les disettes, mais encore les non-

semailles, qui résultent des années non abondantes.

32°. Que les juifs soient renvoyés de la province, étant les auteurs de la ruine des peuples et des laboureurs, et qu'ils enlèvent aux chrétiens toutes les ressources de pouvoir gagner leur vie.

33°. Ils ont également l'honneur de remonter que les laboureurs de la communauté de Coume étaient obligés dans les anciens temps où les souverains seigneurs habitaient leur comté de Boulay, de leur fournir des corvées pour l'usage et service de leur château.

34°. Que ce droit de corvée sur les laboureurs est resté à leur charge, nonobstant que les dits souverains seigneurs en aient abandonné le séjour.

35°. Ce droit est passé aujourd'hui aux fermiers du domaine, qui en tirent de grands avantages au détriment des peuples, en les employant à la facilité de leur commerce.

36°. Ce droit de corvée est si onéreux aux laboureurs de Coume qu'il pèse lourd généralement tant sur l'État que sur les peuples, puisqu'ils sont obligés d'abandonner souvent leur culture pour aller en corvée dans des temps très précieux.

37°. Les habitants de la communauté de Coume supplient Sa Majesté de leur faire grâce du droit de corvée sur les laboureurs dû au château de Boulay, en l'abolissant.

38°. La communauté de Coume ose observer très respectueusement à Sa Majesté qu'il serait du plus grand intérêt pour ses sujets, pour ses finances, pour l'allègement des impositions, que ses domaines fussent divisés et confiés à des possesseurs de fonds dans chaque province et canton sous des cens modérés, payés et portés sans frais à la recette de chaque district. Le calcul de tous ces cens par chaque province excéderait sûrement celui qui résulte net de l'administration ou ferme générale.

39°. Ce premier avantage est suivi d'une infinité d'autres inappréciables qui tourneraient tous à l'avantage du roi, de ses finances et de ses sujets, comme culture plus avantageuse, bonification, entretien, élèves en tout genre, etc., sans compter les impositions qui seraient applicables.

40°. La communauté demande qu'il plût à Sa Majesté de faire don et remise à la communauté de Coume. laquelle est dans ses domaines, du tiers denier qu'il perçoit sur la vente des quarts en réserve et biens communs, pour subvenir au paiement de 4000 livres empruntées, laquelle somme provient d'un arrêt rendu envers la dite communauté d'un bien communal que les ancêtres ont négligé, dont la communauté aujourd'hui tient tous titres nécessaires pour prouver que le dit terrain nous appartient.

41°. La communauté estime que le tirage des soldats provinciaux est inutile pour le moment, attendu que le suprême Être nous fait la grâce d'une paix si favorable, et nous nous soumettons de donner en cas de besoin non seulement nos gardons, mais encore notre corps et dernier sang. Les tirages des soldats provinciaux n'occasionnent rien que de grands frais et troubles dans le royaume. En outre personne ne doit en être franc qu'un garçon de famille d'un bon vieux père et mère, de quelle qualité ils puissent être, attendu qu'un bon artisan vaut bien pour le moins un domestique d'un laboureur, qu'on peut trouver partout, mais pas toujours un homme savant de son métier.

42°. Que les habitants de notre communauté sont appauvris ; ce n'est pas sans cause, considérant les impositions du roi, celles des seigneurs, la cherté des denrées de plusieurs années, et surtout des impositions de la ferme, de la maîtrise et de la banalité, qui sont infinies.

43°. Les lettres de poste surchargées.

44°. Les représentants sont fondés de se plaindre de l'administration⁸ des intendants que des subdélégués, à cause des grands frais qu'ils obligent les communautés de faire pour la rédaction des comptes, révision, contre-comptes du régi des maires et syndics, et pour le tirage des soldats provinciaux.

45°. La communauté se plaint que le roi, en qualité de souverain, a tiré le tiers d'un bois défriché environ 70 ans, en nature de bois, qui subsiste encore aujourd'hui, appelé le bois Gressée, la communauté désire de savoir si Sa Majesté a le droit de tirer le tiers en fond.

⁸ tant

46°. En outre la communauté désire de savoir si ce sont les intentions de Sa Majesté, si un seigneur censitaire peut jouir, et au nom de Sa Majesté, d'un tiers-fond d'un défrichement d'un canton de bois communaux converti en terre arable, ce qui s'est trouvé sur notre ban, composé de 150 arpents, dont Sa Majesté a tiré le tiers denier par son receveur. Au surplus, ce serait un grand bénéfice pour les pauvres habitants, s'ils pouvaient jouir des dits 50 arpents, qui font le tiers du dit défrichement, laissés à vain prix à un seigneur qui pourrait vivre sans ça ; car, ou même si faire ne se peut autrement, les remontrants en donneront les mêmes cens et canon dont le dit canton est chargé.

47°. N'est-il pas à désirer qu'à l'avenir l'on demande à Sa Majesté de pouvoir saisir et confisquer au profit du roi tous les chevaux qui se trouveront entre les mains des juifs et maquignons de chevaux, qui seront burinés ou contremarqués par leurs fausses marques ; ce qui fait un grand tort considérable aux pauvres laboureurs.

48°. Les habitants de la communauté de Coume, aussi fidèles sujets que respectueux et attachés aux volontés entières de leur prince, s'en rapportent avec une confiance aveugle dans les bontés paternelles de Sa Majesté sur l'établissement qu'elle fera pour l'administration de son royaume en général et de ses provinces en particulier, et ils osent espérer que la bienveillance dont elle honore ses sujets lui fera recevoir avec bonté les plaintes, réclamations et observations qu'ils ont pris la liberté d'après ses ordres de lui adresser avec respect le plus profond.

Fait et arrêté à Coume en l'assemblée générale des habitants composant le tiers état de la communauté, le 8 mars 1789, et ont signé et marqué, lecture faite.

9

⁹ Le curé a signé.